

Boko Haram

— Fiche documentaire —

Par **Laetitia Tran Ngoc**

Fiche actualisée le 4 octobre 2012

Résumé

La menace que représentent les groupes armés et les groupes terroristes pour la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest, mérite qu'on s'attarde à mieux les connaître. Cette fiche actualisée sur Boko Haram a pour but de suivre l'évolution de ce mouvement islamiste nigérian et de donner un éclairage sur les développements de son idéologie, ses revendications ou encore ses connections. Elle présente également l'évolution des modes opératoires du groupe ainsi qu'un panorama de l'étendue de sa zone d'action. Les diverses sources de financement du groupe sont également abordées. Enfin, les actions les plus significatives de ce groupe armé sont répertoriées. Cette fiche fait partie d'une série de fiches sur les groupes armés en Afrique de l'Ouest.

Mots clés : Boko Haram, Afrique de l'Ouest, Nigéria, groupes armés, groupe islamiste

Abstract

Boko Haram – Fact Sheet

The threat posed by armed and terrorists groups on peace and security in West Africa deserves our utmost attention. This updated datasheet on Boko Haram aims to follow the evolution of this Islamist movement active in Northern Nigeria and to highlight the main developments of its ideology, its claims and its connections. It also provides information about its modus operandi and presents an overview of its area of influence. The datasheet is also exploring its various sources of funding. Finally, the most significant actions of this armed group are listed. This datasheet is part of a series of fact sheets on armed groups in West Africa.

Keywords: Boko Haram, West Africa, Nigeria, armed groups, Islamist group

Citation :

TRAN NGOC Laetitia, *Boko Haram – Fiche Documentaire*, Note d'Analyse du GRIP, 4 octobre 2012, Bruxelles.

URL : <http://www.grip.org/fr/node/605>



1. Fondation et historique du mouvement

Le Nigéria, pays le plus peuplé d'Afrique, est le théâtre de tensions et d'hostilités ethniques et religieuses récurrentes. La population nigériane est composée de plus de 250 groupes ethniques, dont les Yorubas et les Ibos, chrétiens, et principalement situés au sud-est du pays, et les Haoussa-Fulani, de confession musulmane, prédominants dans le nord du Nigéria. Toutefois, au-delà de ce clivage religieux, les tensions entre les communautés du nord et du sud du pays s'expliquent avant tout par des considérations politiques et socio-économiques.

En effet, près de 70% de la population nigériane (154,7 millions d'habitants en 2009) vit en dessous du seuil de pauvreté. En proie à un fort taux de chômage, à une absence flagrante d'infrastructures socio-économiques, à une pauvreté croissante et à une élite politique profondément corrompue, le pays a du mal à pourvoir aux besoins de sa population. Par ailleurs, les douze États composant la ceinture nord, sur les trente-six États que compte le Nigéria, demeurent les moins développés du pays, le gouvernement concentrant ses efforts au sud, où sont situées les ressources pétrolières. Cette fracture socioéconomique génère un dénuement et un ressentiment vis-à-vis de l'État central qui constituent « autant de facteurs qui rendent la population particulièrement vulnérable aux influences négatives, dont la violence¹ ». C'est dans ce contexte de tensions religieuses et d'inégalités territoriales que Boko Haram s'est développée.

Souvent comparé au mouvement Maitatsine², en raison de la similarité de leurs revendications, Boko Haram est né en 2002 avec la création d'une mosquée à Maiduguri, capitale de l'État de Borno (nord-est du Nigéria). Doublée d'une école coranique, la nouvelle mosquée attire en masse les populations pauvres et les jeunes sans emploi ayant abandonné l'université et devient le fief du nouveau mouvement.

Le groupe, qui au cours de ses premiers mois d'existence n'a recours que ponctuellement à la violence, prend les armes pour la première fois le 31 décembre 2003 en réponse à l'attaque de sa retraite par la police nigériane. En réaction, les actions de Boko Haram commenceront à prendre de l'ampleur, le groupe multipliant les attaques pour se financer et s'armer. Le réel tournant pour la secte aura lieu en juin 2009, lorsque le gouverneur de l'État de Borno lui déclarera la guerre. La forte répression exercée sur Boko Haram mènera à une guerre ouverte entre cette dernière et les forces de sécurité de l'État, provoquant une série de violentes attaques à travers quatre États du nord du Nigéria. Il en résultera la mort de près de huit cent membres de Boko Haram, dont celle de son dirigeant, Mohammed Yusuf. À la suite du décès du leader de la secte, des centaines de membres survivants fuiront vers les pays limitrophes, notamment le Tchad et le Niger – avant de réapparaître un an plus tard, à Bauchi (nord).

Communément appelé Boko Haram, le groupe a pour nom officiel *Al-Sunna Wal Jamma* (les « Disciples du Prophète ») ou *Jama'atu Ahlis Sunna Lidda'awati wal-Jihad* (« Peuple dévoué aux enseignements du Prophète pour la propagation et la guerre sainte »).

2. Objectifs et idéologie

La traduction même des termes « Boko Haram » dévoile les fondements de l'idéologie du groupe. En effet, ils signifient en langue haoussa « l'éducation occidentale est un péché » : le groupe

1. Alain Vicky, « Aux origines de la secte Boko Haram », *Le Monde diplomatique*, n° 697, avril 2012, p. 8.

2. L'insurrection du groupe islamiste Maitatsine [du nom d'un prophète islamiste implanté dans l'État de Kano, dans le nord] a causé la mort de près de 5 000 personnes pour la seule année 1980.

rejette totalement l'éducation, la culture et les valeurs occidentales, considérant que celles-ci ont un effet corrompateur sur les sociétés islamiques traditionnelles et qu'elles les détruisent aussi sûrement que les croisades³.

L'objectif principal de Boko Haram est de renverser le pouvoir en place, d'établir un État islamique et de faire appliquer rigoureusement la charia dans les 36 États du Nigéria. Le groupe reproche aux autorités nigérianes de défendre et de promouvoir l'idée d'un État laïc. Il entend également mettre fin à la corruption au sein de l'élite politique. Cette défense d'une interprétation rigoriste de l'islam, dans le contexte nigérian, peut être appréhendée comme une tentative d'améliorer les conditions de vie de la population du nord du pays, la déception ayant succédé aux espoirs énormes générés par l'instauration de la charia dans 12 États de la fédération. L'amertume est en effet forte dans cette région, où la population avait réclamé l'instauration de la loi islamique pour mettre fin à la corruption, l'injustice sociale et l'impunité. La persistance des inégalités a été mise sur le compte de la mauvaise application de la charia⁴.

Boko Haram s'en prend non seulement aux dirigeants chrétiens mais aussi aux responsables musulmans modérés dont l'interprétation de la charia est divergente de la sienne. Ainsi, lorsque le pouvoir était exercé par le président défunt, Umaru Yar'Adua⁵, de confession musulmane, le groupe accusait les dirigeants de ne pas faire respecter la charia de façon suffisamment stricte dans les douze États où elle était déjà en vigueur depuis 2001. Les membres de Boko Haram reprochaient aux autorités leur laxisme dans leur interprétation de la loi islamique, lequel découlait, selon eux, d'une trop forte influence occidentale.

L'arrivée au pouvoir en avril 2011 d'un chrétien originaire du sud du pays, Goodluck Edele Azikiwe Jonathan, n'a pas aidé à pacifier les relations du groupe avec le gouvernement. Les membres de la communauté musulmane, affiliés ou non à Boko Haram, reprochent à l'actuel président de ne pas avoir renoncé à la présidentielle de 2011 et ainsi respecté le principe d'alternance du pouvoir entre chrétiens et musulmans⁶. Sa victoire a provoqué la colère de certains milieux musulmans.

L'idéologie du groupe a connu une évolution importante après la relance de ses activités au Nigéria en 2010, se faisant plus radicale et plus violente. Sous le leadership d'Abubakar Shekau, successeur auto-proclamé de Mohammed Yusuf, la secte a mené de violentes actions⁷ contre des cibles gouvernementales du nord du pays. Ces objectifs ont été réitérés dans un communiqué officiel le 31 juillet 2012⁸, dans lequel Abu Qaqa, porte-parole du groupe, a affirmé que la secte ne s'en prendrait qu'aux représentants de l'État, aux forces de sécurité, aux chrétiens, ainsi qu'à tout musulman collaborant avec les autorités dans la lutte contre le groupe.

3. Marc-Antoine Pérouse de Montclos, « Boko Haram et le terrorisme islamiste au Nigéria : insurrection religieuse, contestation politique ou protestation sociale ? », Questions de recherche du CERI n° 40, juin 2012.

4. « Nigeria: déception après dix années de charia », BBC, 8 novembre 2009,

http://www.bbc.co.uk/french/highlights/story/2009/11/091108_nigeria_charia.shtml

5. Élu président du Nigéria en mai 2007, Umaru Yar'Adua décède des suites d'une longue maladie cardiaque le 5 mai 2010. Goodluck Jonathan a assuré la présidence par intérim dès février 2010.

6. Bien que ce principe ne soit pas inscrit dans la Constitution, le « zoning » est un accord interne au Parti démocratique du Peuple (PDP), parti dominant au Nigéria, qui prévoit une alternance du pouvoir entre chrétiens et musulmans tous les deux mandats, soit tous les huit ans. Le mandat de 2007 d'Umaru Yar'Adua, musulman du Nord, étant son premier mandat, le candidat à la présidentielle de 2011 aurait dû être musulman. En se présentant à la présidentielle, Goodluck Jonathan a mis fin à ce principe d'alternance.

7. Pour un aperçu des activités de Boko Haram entre 2003 et le 26 août 2012, voir la fiche documentaire de SADATCHY Priscilla, Boko Haram – Fiche documentaire, Note d'Analyse du GRIP, 19 octobre 2011, Bruxelles.

8. « Boko Haram Claims Responsibility For Attacking Namadi Sambo », *Naija Whistle*, 1er août 2012.

3. Organisation

3.1. Leadership et structures de commandement

3.1.1. Fondateurs

Boko Haram a été fondé par Ustaz Mohammed Yusuf, un Nigérian né le 29 janvier 1970 dans le village de Girgir, dans l'État de Yobe. Formé dans des écoles coraniques au Tchad et au Niger, Mohammed Yusuf aurait également entamé des études de théologie à Médine, en Arabie saoudite. Le leader du groupe s'opposait fermement à l'éducation occidentale et rejetait, entre autres choses, le darwinisme, l'idée que la terre est ronde ou que la pluie est le résultat du phénomène d'évaporation.

À l'origine de la création de la mosquée de Maiduguri, Mohammed Yusuf a dirigé Boko Haram jusqu'à sa mort. Arrêté lors d'émeutes en juillet 2009, il est exécuté quelques heures plus tard, durant sa garde à vue, le 30 juillet 2009. Le gouvernement de l'époque attestait qu'il avait été tué au cours d'une tentative d'évasion mais de sérieux doutes subsistaient quant à cette version officielle des faits. C'est pourquoi, à la suite de nombreuses accusations de la part de la société civile et des membres de Boko Haram qui réclamaient justice, un procès a été ouvert en juillet 2011 contre cinq policiers inculpés d'exécution extra-judiciaire.

Boko Haram a fait de Mohammed Yusuf un martyr.

3.1.2. Réorganisation du groupe après le décès de Mohammed Yusuf

Après la répression dont la secte a fait l'objet en 2009, Boko Haram s'est fragmentée entre une branche historique basée à Maiduguri et les fractions constituées autour des cadres de la secte partis au Niger et au Tchad pendant la répression. La secte n'est donc plus aujourd'hui un mouvement homogène, mais s'est divisée en différentes factions représentant chacune une tendance idéologique. À présent, Boko Haram ne possède plus de commandement central, mais une shura⁹ (un conseil), comptant sans doute une dizaine d'hommes et reposant sur deux principales cellules : la première dirigée par l'ancien bras droit de Mohammed Yusuf, Abubakar Shekau, et une « cellule internationaliste »¹⁰ dirigée par M. Mamman Nur.

- **La branche historique**

Abubakar Shekau, ex-numéro deux du mouvement et bras-droit de Mohammed Yusuf, est aujourd'hui le membre le plus visible de Boko Haram. Cette cellule concentre ses attaques sur des policiers, des dirigeants politiques, des imams et des banques. Il s'agirait, selon les analystes¹¹, de la cellule la plus importante en termes d'effectifs et son action est principalement consacrée à déstabiliser le gouvernement nigérian, perpétuant ainsi les objectifs premiers de la secte.

- **La cellule internationaliste**

Cette cellule, qui regroupe les cadres réfugiés à l'étranger après la répression de juillet 2009, est dirigée par Mamman Nur. D'origine tchadienne, Mamman Nur était jusqu'à 2009 le numéro trois du mouvement, derrière Mohammed Yusuf et Abubakar Shekau. À la suite de la répression de

9. Alain Vicky, « Aux origines de la secte Boko Haram », *loc. cit.*, p. 8.

10. L'appellation « cellule internationaliste » ne correspond pas à une appellation officielle du groupe mais est utilisée par Marc-Antoine Pérouse de Montclos, chercheur à l'Institut de recherche pour le développement et spécialiste du Nigéria.

11. « Boko Haram. La secte islamiste qui ébranle le géant nigérian », *L'Humanité*, 11 juin 2012.

2009, Nur est soupçonné de s'être réfugié en Somalie, où il se serait entraîné dans les camps des shebabs avec ses partisans. C'est notamment à lui que sont attribuées l'évolution des modes opératoires et l'introduction de nouvelles cibles au sein de la secte, tel que l'attentat-suicide contre un bâtiment des Nations unies le 26 août 2011. Soupçonné d'être le cerveau de l'attaque et activement recherché par les autorités nigérianes depuis le 1^{er} septembre 2011, Nur est toujours en fuite actuellement, malgré la prime de 175 000 dollars offerte pour sa capture¹².

Mamman Nur est également soupçonné d'avoir établi des relations avec le groupe Al-Chabab (la jeunesse), qui mène une insurrection islamiste en Somalie et revendique des liens avec Al-Qaida. Sous sa direction, Boko Haram semble avoir également tissé des liens avec les katiba (brigades) d'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI), qui évoluent autour du Sahara. Deux sources différentes ayant été en contact direct avec l'une des katiba les plus radicales, celle d'Abou Zeid, affirment que des combattants nigériens faisaient partie du groupe présent dans le nord du Mali. Cette cellule, bien qu'inférieure numériquement à celle dirigée par Abubakar Shekau, est néanmoins considérée comme la plus dangereuse des deux en raison de la sophistication rapide de ses méthodes et de ses liens transnationaux.

3.2. Effectifs

Selon plusieurs sources, Boko Haram compterait des centaines de membres mais le chiffre exact reste indéterminé compte tenu de la nature des activités du groupe. On estime que Boko Haram compte environ 300 combattants permanents et ses partisans sont évalués à plus de 300 000 personnes à travers les 19 États du nord du pays, ainsi qu'au Niger et au Tchad voisins¹³.

Boko Haram exploite le difficile contexte socio-économique du Nord du pays pour recruter de nouveaux membres, et particulièrement au sein de la jeunesse marginalisée de la région. Selon le journaliste Jean-Christophe Servant, spécialiste du Nigéria pour *Le Monde diplomatique*, Boko Haram compterait également des militaires démobilisés de l'armée nigérienne et de criminels désireux de déstabiliser le pouvoir central. Le groupe comprendrait en outre d'anciens membres de l'organisation islamiste Maitatsine, qui a sévi dans le nord du pays durant les années 1980.

Toutefois, le recrutement dépasse les frontières géographiques puisque le groupe comporte des membres issus de pays voisins, à savoir le Niger, le Tchad et le Cameroun, mais aussi en provenance du Soudan.

3.3. Armements

L'évolution de l'arsenal de Boko Haram témoigne de sa sophistication au fil des années. Lorsque la secte s'adonnait en priorité à des violences de type sectaire, les membres du groupe utilisaient des machettes, des gourdins et de petites armes troqués dès 2003 contre des fusils d'assaut de type AK-47. Ces armes sont majoritairement issues de pillages de postes de police et de bases de l'armée nigérienne. Le groupe dispose également de lance-roquettes RPG-7 et d'explosifs. Selon certaines sources¹⁴, la majorité des armes de Boko Haram entreraient au Nigéria à bord de pétroliers transitant par le port d'Apapa, à Lagos, avec l'assistance d'agents de sécurité suspectés d'être membres du groupe. Les armes seraient ensuite évacuées et acheminées vers des mosquées servant de caches d'armes à la secte. Des experts en sécurité ont indiqué que Boko

13. Eric Denecé, « Nigéria : accroissement et internationalisation des actions du groupe terroriste Boko Haram », Note d'actualité n° 257, *Centre français de recherche sur le renseignement*, Paris, p. 4.

14. Scott Stewart, « Nigeria's Boko Haram Militants Remain a Regional Threat », 26 janvier 2012.

Haram achetait régulièrement des armes sur les marchés illégaux du Tchad et du Nigéria. Des membres de la secte ont d'ailleurs été surpris alors qu'ils acheminaient des lance-roquettes RPG-7, des fusils d'assaut Kalachnikov ainsi que d'autres armements et munitions du Tchad vers Maiduguri¹⁵.

Par ailleurs, à la suite de la crise libyenne, une partie des stocks d'armes pillés en Libye et disséminée dans toute la bande sahélienne se trouverait actuellement au Nigéria¹⁶. Il est difficile de savoir dans quelle mesure les membres de Boko Haram ont eu accès aux armes libyennes, mais il est peu probable que le groupe mobilise ces lourdes armes de guerre – ce type d'équipement ne correspondant en effet pas à sa stratégie d'insurrection actuelle. Cependant, il est certain que le groupe utilise désormais une grande quantité de matériel explosif très sophistiqué pour mener ses attaques, qui est sans doute fournis par les militaires démobilisés membres du groupe. En janvier 2012, la police nigériane a ainsi saisi près de 300 grenades improvisées et une dizaine de véhicules remplis d'explosifs dans une cache de la secte.

3.4. Financements

Les sources de financement du Boko Haram sont diverses :

- la population locale, mais ce financement reste minime ;
- des fonds étrangers¹⁷, dont, semblerait-il, des fonds de riches Saoudiens¹⁸ et d'une organisation proche d'Al-Qaida basée au Soudan¹⁹ ;
- des dirigeants du Nord du pays²⁰ ;
- le pillage de banques dans la région du Nord du pays. Boko Haram cible systématiquement des banques après avoir attaqué des commissariats ou des postes de police²¹.

Chaque cellule de la secte disposerait de ses propres circuits de financement, de formation et d'approvisionnement en armes. La secte ne s'est cependant pas constituée de butin grâce aux rançons d'otages occidentaux, contrairement aux autres groupes islamistes sévissant dans la région sahélienne.

15. AFP, « Deux islamistes nigériens tués à la frontière avec le Tchad », 1er août 2012, <http://www.slateafrique.com/92079/deux-islamistes-nigeriens-tues-la-frontiere-avec-le-tchad>

16. « Nigeria Islamists 'get looted Libyan arms' », 12 avril 2012.

17. Le 27 septembre 2011, le lieutenant-général Azubuike Ihejirika, chef d'état-major nigérien, a confirmé à la presse que le financement et l'équipement du groupe proviennent de l'étranger.

18. IRIN (2004d).

19. BBC http://www.bbc.co.uk/french/highlights/story/2009/08/090806_nigeria_boko_haram.shtml

20. En août 2009, le quotidien local Nigeria Tribune a publié un article selon lequel de hauts fonctionnaires nigériens auraient soutenu les activités de Boko Haram et auraient ainsi permis la libération à deux reprises de Mohammed Yusuf, arrêté en 2006 et 2008.

21. Le 25 juillet 2012, une usine possédée par des ressortissants indiens a été attaquée par des membres de Boko Haram, qui ont dérobé 99 000 nairas (620 euros) au cours de l'attaque. Il s'agit de la première attaque de ce type menée par la secte.

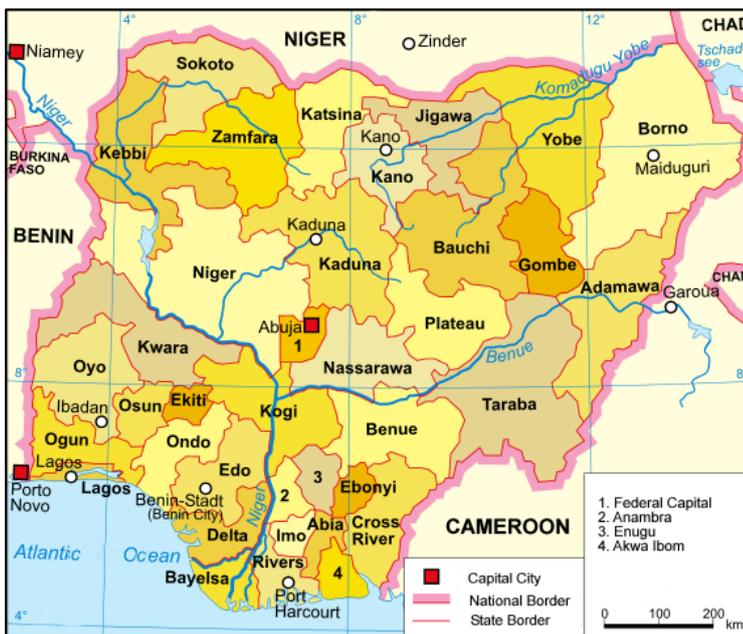
4. Mode opératoire

Le groupe s'attaque aux forces de sécurité, aux dirigeants politiques, aux leaders religieux, aux populations chrétiennes du Nord mais aussi aux musulmans qui n'adhèrent pas à son interprétation stricte de la charia ou sont critiques à l'égard du mouvement. Seuls les musulmans ayant une pratique de l'islam conforme à leur interprétation échapperaient aux attaques de Boko Haram.

Les premières actions étaient surtout dirigées contre les commissariats et les casernes, cibles avantageuses dans la mesure où elles permettaient au groupe de s'approvisionner en armes et en munitions. Le groupe s'attaque aussi aux églises chrétiennes, hôtels, gares, débits de boissons, banques et bâtiments officiels. La marque de fabrique de Boko Haram est la perpétration d'assassinats et d'attaques par des hommes armés à moto, si bien que les deux-roues à moteur sont interdits à Maiduguri depuis le 7 juillet 2011. Depuis 2010, Boko Haram a également adopté des procédés terroristes, tels que les attentats-suicides et les attaques à la bombe. Ces derniers sont désormais devenus des modes opératoires habituels pour Boko Haram.

L'attentat du 26 août 2011 contre le siège des Nations unies à Abuja reste – à ce jour – la seule attaque menée par la secte contre les intérêts internationaux. À l'heure actuelle, le mode opératoire principal du groupe correspond toujours à des attaques à une échelle réduite contre des forces de sécurité, en particulier les postes de police ou des bases de l'armée.

5. Aire/Zone d'opération



Récemment encore, Boko Haram était actif dans le nord-est du pays uniquement. Ses activités se concentraient principalement dans les États de Borno, Yobe, Bauchi et Adawa. Cependant, au cours de l'été 2011, Boko Haram est sorti de son bastion pour s'attaquer à deux reprises à Abuja, la capitale. Sa zone d'influence s'est ainsi élargie pour atteindre le cœur du pays.

À la fin de l'année 2011, dans une lettre ouverte, Boko Haram a mis en garde les autorités de Kano, menaçant d'étendre sa zone de front à cet État si les persécutions contre ses membres

ne cessaient pas sur le champ et si ses prisonniers n'étaient pas libérés rapidement. Le groupe est passé à l'acte en janvier 2012 au cours d'une série d'attaques coordonnées contre des bâtiments de la police d'État nigérienne, qui constitue désormais l'une des cibles privilégiées de la secte.

Les attaques revendiquées par Boko Haram en 2012 révèlent que la secte rayonne désormais jusqu'à la ville de Jos, capitale de l'État du Plateau, au centre du pays. Au cours de l'été 2012, le groupe radical a étendu son influence à l'État de Sokoto, situé au nord-ouest du pays, et à celui de Kogi, situé au sud d'Abuja.

6. Connexions

La question d'une éventuelle relation entre Boko Haram et Al-Qaida, et notamment avec AQMI²² (Al-Qaida au Maghreb islamique), est au cœur des débats²³. En effet, au cours des derniers mois, un nombre croissant de signes ont laissé présager une coopération entre AQMI et Boko Haram.

L'action de Boko Haram a longtemps présenté une dimension locale, endogène au Nigéria. L'attentat du 26 août 2011 contre le siège des Nations unies à Abuja, au cours duquel la secte s'était pour la première fois attaquée à des intérêts étrangers, a mis en lumière la possibilité d'un ancrage croissant d'une partie des membres du groupe dans le djihad mondial, à l'image d'AQMI ou des Shebabs somaliens. De plus, la sophistication croissante du mode opératoire de Boko Haram, désormais basée sur les techniques terroristes (attentats-suicides), laisse supposer que ses éléments auraient été formés par AQMI. D'un point de vue logistique, on voit notamment apparaître des convergences d'intérêt en vue d'entraîner des artificiers ou de s'approvisionner en armes.

Cette collusion supposée entre les deux groupes est corroborée par certains événements récents. Ainsi, le 12 mai 2011, deux ingénieurs – un Britannique et un Italien – ont été enlevés au Nigéria et sont apparus trois mois plus tard dans une vidéo dans laquelle ils affirmaient avoir été kidnappés et être détenus par Al-Qaida²⁴. Ce risque de « mutualisation » des forces des deux groupes, est également étayé par l'enlèvement de deux Français, organisé à Niamey en 2011 grâce à un membre de Boko Haram présent dans la capitale nigérienne. Enfin, le 21 mars 2012, AQMI a déclaré détenir un otage allemand, enlevé en janvier dans le nord du Nigéria, laissant penser à une action concertée. Cinq sympathisants d'AQMI ont d'ailleurs été arrêtés en mars à Kano, une des bases de Boko Haram.

Par ailleurs, depuis le début de l'année 2012, la présence de membres de Boko Haram au-delà des frontières nigérianes a été confirmée par de nombreux témoins. Le 26 janvier 2012, un rapport²⁵ du Conseil de sécurité des Nations unies a révélé que des membres de Boko Haram avaient été entraînés au Mali au cours de l'été 2011 et que sept d'entre eux avaient été arrêtés au Niger alors qu'ils partaient pour le Mali en emportant des documents concernant la fabrication d'explosifs et une liste de contacts d'AQMI. La présence de membres de la secte a également été signalée à Gao, alors que le nord du Mali se trouve entre les mains de groupes islamistes.

Le représentant de Boko Haram au Mali, Abou Moussa, a d'ailleurs affirmé que la présence de Boko Haram au nord du pays se justifiait par des raisons religieuses – porter assistance à leurs « frères » ayant pris les armes et pour que l'application de la charia soit effective au Mali. L'organisation tiendrait également des camps d'entraînement en dehors de la ville de Gao, où 300 jeunes seraient en train d'être formés au maniement d'explosifs. En avril 2012, onze personnes ont été tuées dans une attaque attribuée à Boko Haram à Amchidé, une ville située au nord du Cameroun et frontalière du Nigéria. Cette attaque constituait la réponse de la secte à l'exécution

22. Voir Mehdi Mekdour, « Al Qaïda au Maghreb islamique », Fiche du GRIP, août 2011, Bruxelles.

23. Le 14 septembre dernier, le général Carter Ham, chef du commandement des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM), a déclaré à la presse qu'AQMI, Boko Haram et les Shebab somaliens avaient affirmé leurs intentions « de collaborer plus étroitement ensemble et de synchroniser leurs actions ».

24. Eric Denecé, « Nigéria : accroissement et internationalisation des actions du groupe terroriste Boko Haram », *loc. cit.*, p. 8.

25. Conseil de sécurité des Nations unies, *Rapport de la mission d'évaluation des incidences de la crise libyenne sur la région du Sahel du 7 au 23 décembre 2011*, New York : ONU, 2012, p. 12, S/2012/42.

de deux de leurs membres par les forces de sécurité du pays alors que ces derniers fuyaient des combats engagés avec l'armée nigériane à la frontière camerounaise.

Enfin, il a été établi que Boko Haram entretenait des relations avec les Shebbab somaliens eux-mêmes en relation avec Al-Qaida. En juin 2011, la secte avait elle-même annoncé que certains de ses membres étaient de retour de Somalie, où ils avaient été formés.

Cependant, s'il ne fait aucun doute que des contacts ont réellement été établis entre les deux groupes islamistes, la diversification des activités de Boko Haram pourrait être révélatrice de divergences d'objectifs entre ses différentes factions et il serait prématuré d'étendre la menace que représente la secte à un niveau international.

Aucune preuve tangible ne permet pour l'heure d'affirmer que la collaboration entre les deux groupes armés soit plus profonde et qu'un lien organique se soit formé entre leurs états-majors. En effet, si leurs procédés présentent des similarités, leurs idéologies demeurent bien distinctes. Al-Qaida et sa branche maghrébine²⁶ ont une vision panislamiste, sont en guerre contre l'Occident et mènent un combat au niveau international. Boko Haram mène de son côté un combat local, interne au Nigéria et ses revendications ne dépassent pas les frontières du pays, ce dont témoigne le dernier communiqué émis par la secte²⁷, réitérant sa volonté d'établir un État islamique au Nigéria.

7. Opérations et actions criminelles les plus significatives (chronologie des activités depuis le 26/08/2011²⁸)

Date	Lieu	Action	Bilan	Réaction
04/09/2011	Maiduguri	Le chef religieux musulman Malam Dala est abattu par deux membres de Boko Haram.	1 mort.	
13/09/2011	Maiduguri	Embuscade organisée par des membres de Boko Haram en réaction à des raids militaires sur des planques de la ville.	4 soldats blessés par balle.	
04/12/2011	Azare (État de Bauchi)	Attaques de bâtiments de la police et de banques. Les assaillants étaient équipés d'armes lourdes et de fusils d'assaut. Ils ont également jeté des engins explosifs sur deux autres banques de la ville et les ont pillées, sans faire de victimes.	3 morts, dont un policier et un soldat. Deux autres policiers ont été grièvement blessés.	
25/12/2011	Madalla (région d'Abuja), Jos	Attentat à la bombe dans plusieurs églises de Madalla le jour de Noël.	44 morts à Madalla, un policier tué à Jos, 4 morts à	Le 31 décembre, le président déclare l'état d'urgence dans 4 États (Yobe, Borno, Plateau ;

26. Voir Mehdi Mekdour, « Al Qaïda au Maghreb islamique », Fiche documentaire du GRIP, 25 août 2011, Bruxelles.

27. « Boko Haram Claims Responsibility For Attack On VP Sambo's Home », *African Spotlight*, 31 juillet 2012.

28. Pour une chronologie des activités de Boko Haram entre 2003 et août 2011, voir la première édition de cette fiche documentaire :

http://www.grip.org/fr/siteweb/images/NOTES_ANALYSE/2011/NA_2011-10-19_FR_P-SADATCHY.pdf

	(centre) et Damaturu (nord-est)		Damaturu (3 policiers et le kamikaze).	Niger). Les frontières internationales près de ces États sont également fermées.
20/01/2012	Kano (État de Kano)	Attaques coordonnées (tirs et attentats-suicides) contre des bâtiments de la police nigériane.	Au moins 184 morts, dont un journaliste et 29 policiers.	Couvre-feu décrété par les autorités.
24/01/2012	Kano	Attaque d'un commissariat à Kano à l'explosif et à l'arme à feu.	Une femme tuée et un policier blessé.	Mise en place de check-points, contrôle de véhicules.
07/02/2012	Kaduna	Attentat-suicide et explosions.	Un kamikaze tué.	Tirs de la police nigériane sur le kamikaze en voiture, explosion hors des locaux de la caserne.
15/02/2012	Maiduguri	Échange de tirs entre l'armée et des membres de Boko Haram.	Un soldat tué et plusieurs blessés.	Les soldats ont poursuivi les éléments armés de Boko Haram. Soldats postés sur l'axe principal de Maiduguri.
20/20/2012	Maiduguri	Attaque sur un marché de Maiduguri, tirs et jet d'explosifs dans la foule.	30 morts selon une source hospitalière, 8 membres de Boko Haram tués selon l'armée.	La Joint Task Force est arrivée sur les lieux, a répliqué et a désamorcé 3 bombes laissées sur le marché.
24/02/2012	Gombe (nord-est)	Attaque de la prison puis du poste de police à Gombe.	12 morts (10 civils et 2 policiers), poste de police détruit.	Couvre-feu décrété par les autorités de l'État de Gombe.
26/02/2012	Jos (État de Plateau, centre du pays)	Attentat-suicide dans une église.	6 morts dans l'église (dont les 2 kamikazes) et 50 blessés.	Violente manifestation de jeunes chrétiens le même jour, incendies de commerces musulmans et 5 morts selon la presse locale
11/03/2012	Jos (centre du pays) et sa région	Attentat à la voiture piégée dans une église catholique à Jos (centre du Nigéria)/Assassinat de chrétiens par armes à feu quelques heures plus tard dans un village au sud de Jos.	10 morts et le kamikaze dans l'attentat/3 chrétiens assassinés.	Tirs de soldats présents près de l'église, qui ont fait 3 morts.
8-9/04/2012	États de Plateau, Kaduna, Yobe et Borno	Série d'attaques le dimanche et le lundi de Pâques : explosion d'une voiture piégée à Kaduna, explosion à Jos, meurtres ciblés à Dikwa, meurtre ciblé à Potiskum.	38 morts à Kaduna, 1 homme politique, 1 policier, 1 civil et 3 assaillants tués à Dikwa, 1 fillette tuée à Potiskum.	

26-27/06/2012	États de Kano et de Taraba	Attaques de trois postes de police et d'une prison à Kano ; attaque du quartier régional de la police à Wakuri (État de Taraba).	17 membres de Boko Haram tués, 4 policiers et 2 civils font partie des victimes.	
7-8/07/2012	Environs de Jos (État de Plateau)	Attaque de villages chrétiens dans les environs de Jos. Revendiquée par Boko Haram.	Une centaine de morts, dont le sénateur fédéral de l'État de Plateau, et un député régional.	Décret du couvre-feu avec effet immédiat dans quatre zones de l'État. La secte a indiqué qu'elle continuerait à viser des chrétiens.
13/07/2012	Maiduguri	Attentat-suicide à Maiduguri. Umar Garbai el-Kanemi, plus haut dignitaire musulman de l'État de Borno, était sans doute la cible de cette attaque.	6 morts, dont le kamikaze.	
30/07/2012	Sokoto (nord-ouest)	Deux attentats-suicides ont été perpétrés contre deux postes de police. Deux autres postes ont été visés par des kamikazes conduisant des véhicules bourrés d'explosif.	4 morts (dont un policier et les deux kamikazes) et 30 blessés.	Boko Haram a revendiqué cette attaque dans un communiqué officiel.
06/08/2012	Ville d'Okene, État de Kogi (centre)	Des hommes armés de Kalachnikovs ouvrent le feu sur des fidèles lors d'un office dans un temple évangélique.	19 morts dont le pasteur.	Le gouverneur de l'État, Idris Ouada, a ordonné un couvre-feu nocturne à Okene et aux alentours. L'accès à la ville et à Lokoja, la capitale de l'État, est interdit aux motos-taxis pendant la nuit.

8. Évolution des actions de Boko Haram

Depuis sa fondation, les activités de Boko Haram ont progressivement gagné en intensité. L'exécution extra-judiciaire de son chef en 2009, semble avoir radicalisé le mouvement, qui est devenu incontrôlable en 2010, après une année passée à se réorganiser dans une discrétion totale à Maiduguri et dans les États voisins. L'année 2011 a notamment été marquée par la multiplication d'assassinats de leaders politiques et religieux (chrétiens et musulmans), et par des attaques contre les églises, les commissariats et les débits de boissons²⁹. Les victimes civiles ont également été plus nombreuses qu'au cours des années précédentes. Ainsi, selon le site *Nigeria Watch*, le nombre de victimes attribué à la violence de Boko Haram est passé de 679 morts pour l'ensemble de l'année 2011, à 786 victimes pour la période entre le 1^{er} janvier et le 31 août 2012³⁰. Les attaques de janvier 2012 à Kano, revendiquées par le groupe islamiste, ont à elles seules causé la mort de 186 Nigériens.

29. En juillet 2011, Tawanda Hondora, directeur-adjoint pour l'Afrique à Amnesty International, a déclaré que Boko Haram aurait fait plus de 140 victimes dans le nord du pays depuis le mois de janvier 2011.

30. Ces statistiques proviennent d'une addition entre celles du site *Nigeria Watch* et de données personnelles. Cependant, ces chiffres doivent être considérés avec précaution, ces mesures ayant été effectuées à partir des actions attribuées à Boko Haram par la presse et n'ayant donc pas toutes été revendiquées par la secte.

Une évolution stratégique semble en outre avoir eu lieu à la fin de l'année 2011, lorsque Boko Haram a revendiqué une série d'attentats contre des églises du nord-est du Nigéria la veille de Noël. Les chrétiens font désormais figure de cibles privilégiées pour Boko Haram. Les églises du nord du pays sont aujourd'hui visées de manière quasiment hebdomadaire et ces attaques présentent souvent un lourd bilan humain³¹.

La conséquence la plus préoccupante de ces violences est l'atmosphère de méfiance réciproque qu'elles ont instaurée entre les communautés du nord du pays. De ce point de vue, l'attaque de trois églises le 17 juin 2012 dans l'État de Kaduna marque un point critique dans les activités de la secte. En effet, celles-ci ont déclenché un cycle de représailles de 4 jours entre chrétiens et musulmans au cours duquel une centaine de Nigériens ont perdu la vie. Cette réaction constitue une première dans l'histoire du pays, car si le nord du Nigéria avait déjà été secoué par des insurrections islamistes, jusqu'à présent seule la ceinture centrale du Nigéria, où cohabitent communautés chrétienne et musulmane, était coutumière des violences interconfessionnelles.

Le groupe a également démontré aux autorités nigérianes qu'il était capable d'opérer hors de sa zone de prédilection en s'attaquant à Abuja qui, en raison de son statut de capitale, est censée être la ville la mieux protégée du pays. L'été 2012 a été marqué par une extension sans précédent du champ opérationnel de la secte, qui a pour la première fois pris pour cible la ville de Sokoto, au nord-ouest du pays, et surtout l'État de Kogi, situé au sud d'Abuja.

En outre, la secte s'est attaquée à partir du second semestre 2012 à des cibles de plus en plus ambitieuses dans le cadre de ses assassinats ciblés : elle a ainsi revendiqué l'assassinat d'un sénateur fédéral et d'un député régional en juillet et le Shehu³² de Borno n'a échappé que de peu à un attentat le 23 juillet dernier. Au début du mois d'août, la secte a même visé la résidence de Namadi Sambo, vice-président du pays.

Jusqu'à présent, le gouvernement nigérian n'est pas parvenu à apporter une réponse adéquate à la menace représentée par Boko Haram. Entre répressions violentes, qui touchent aussi la population locale³³, et tentatives de négociations³⁴, les autorités nigérianes n'ont pas pu mettre un terme aux activités du groupe. Le 22 juin 2012, le président Jonathan avait limogé son ministre de la Défense ainsi que son conseiller pour la sécurité nationale remplacé par Sambo Dasuki, membre de la famille royale de Sokoto. Ce dernier s'est publiquement assuré de l'aide des chefs traditionnels du nord pour promouvoir le dialogue avec la secte. Cette stratégie s'éloigne de l'approche plus belliciste employée jusque-là par le gouvernement.

De son côté, Boko Haram a déclaré qu'elle ne s'engagerait pas sur la voie de la réconciliation avec un gouvernement qui tente d'instaurer un dialogue tout en continuant de persécuter ses fidèles. Malgré une tentative de négociation initiée par l'ancien président Olusegun Obasanjo en 2011, qui s'est entretenu avec le beau-frère de Mohammed Yusuf, Babakura Alhaji Fugu – lequel a d'ailleurs été assassiné deux jours plus tard dans des circonstances non éclaircies jusqu'à présent –, Boko Haram a refusé le plan de négociation proposé par le gouvernement. Plus récemment, en mars

31. Les attentats du dimanche de Pâques ayant touché Kaduna ont notamment causé la mort de 41 personnes.

32. Qui occupe la seconde place dans la hiérarchie traditionnelle après le sultan de Borno.

33. Selon Amnesty International la force opérationnelle interarmées aurait tué 25 personnes et blessé 45 autres, sans aucune distinction entre membres et non-membres de Boko Haram, le 9 juillet 2011 à Maiduguri lors d'une opération faisant suite à un attentat. Elle est aussi soupçonnée d'avoir perpétré des viols sur les femmes de la ville.

34. Fin juillet 2011, le gouvernement a mis en place une Commission présidentielle pour la paix composée de sept personnes, dont plusieurs ministres, pour entamer un dialogue avec Boko Haram.

2012, des pourparlers indirects engagés entre le gouvernement nigérian et Boko Haram afin de mettre en place un cessez-le-feu ont à nouveau échoué³⁵.

Après le flou ayant entouré les nouvelles négociations entamées entre le gouvernement nigérian et la secte islamiste à la fin du mois d'août, il semblerait que les autorités nigérianes persistent dans l'option répressive, les raids des forces de sécurité s'étant multipliés en septembre³⁶.

De la mi-août à la fin du mois de septembre, Boko Haram avait paru, pour la première fois depuis le début de la crise en 2009, perdre du terrain, cette baisse d'activités semblant coïncider avec plusieurs « succès » pour les forces de sécurité nigérianes : arrestations massives de membres présumés de la secte³⁷, disparition de cadres du groupe, tels qu'Abu Qaqa, porte-parole de Boko Haram, Isah Abuja³⁸, qui était considéré comme l'un des successeurs possibles d'Abubakar Shekau, ou plus récemment Abu Jihad³⁹, un des commandants du groupe islamiste abattu lors d'un raid mené le weekend du 22 septembre. Ce ralentissement des activités de la secte pourrait cependant n'être que temporaire, une église catholique ayant été prise pour cible le 23 septembre dernier à Bauchi. Pour l'heure, la secte constitue donc toujours une menace cruciale pour la sécurité du Nigéria, et le gouvernement devra sans doute, à l'avenir, continuer à naviguer entre « *la carotte et le bâton*⁴⁰ » pour tenter d'y mettre fin.

Au niveau régional, les pays frontaliers du Nigéria ont également pris en considération la menace que représentent les groupes terroristes pour la zone sahélienne. Les pays du champ (Mauritanie, Mali, Niger, Algérie et Nigéria) ont ainsi conclu, le 24 janvier 2012, à l'issue d'une réunion de leurs ministres des Affaires étrangères consacrée à la lutte contre le terrorisme au Sahel, à l'existence de liens entre AQMI et Boko Haram. Toutefois, si ces pays ont conscience qu'une lutte efficace contre le terrorisme dans la région passe par une politique sécuritaire commune au niveau international et surtout sous-régional, aucune mesure concrète n'a été prise à ce jour.

Par ailleurs, les échecs répétés du gouvernement nigérian dans la lutte contre la secte islamiste pourraient amener les États-Unis à s'impliquer davantage dans la lutte antiterroriste menée au Nigéria. En effet, le général Carter Ham, commandant de l'AFRICOM, s'est inquiété à plusieurs reprises de l'association supposée entre Boko Haram, AQMI, et les Shebab somaliens. De plus, le département d'État américain a classé trois dirigeants du groupe islamiste sur la liste noire anti-terroriste le 21 juin 2012⁴¹. Même si cette désignation n'aura pour conséquences que de geler les actifs aux USA de ces trois personnalités et l'interdiction de tout contact avec des citoyens américains, cette annonce démontre la résolution des États-Unis à réduire les capacités de nuisance du groupe radical et laisse présager la possibilité d'une classification officielle de la secte islamiste sur la liste des groupes terroristes en tant que telle sur le plan international.

35. « Nigéria : Boko Haram exclut de négocier avec le gouvernement », *20 minutes*, 17 mars 2012.

36. Plus de six raids et opération de sécurité ayant été menés pour le seul mois de septembre.

37. Parmi les coups de filet les plus importants de cette période, on retrouve : 20 membres présumés de la secte arrêtés le 12 août, près de 150 membres arrêtés lors de raids entre le 22 et le 24 septembre, et l'interpellation de plusieurs membres des forces de sécurité nigérianes en raison de leurs liens supposés avec le groupe islamiste.

38. « Boko Haram: Nigerian military 'kills top militant », *BBC*, 17 septembre 2012.

39. « Nigeria : un chef islamiste tué, plus de 150 arrestations dans des raids de l'armée », *Le Monde*, 25 septembre 2012.

40. « Nigeria - Boko Haram : la carotte ou le bâton ? », *Afrique Asie*, 28 août 2012.

41. Il s'agit d'Abubakar Shekau, chef de la secte ; d'Abubakar Adam Kambat et de Khalid al-Barnawi. Source : AFP,

« Nigeria: 3 chefs islamistes de Boko Haram sur la liste noire américaine », *Le Point*,

http://www.lepoint.fr/monde/nigeria-3-chefs-islamistes-de-boko-haram-sur-la-liste-noire-americaine-21-06-2012-1476190_24.php

Cependant, la stratégie américaine envers Boko Haram s'est jusqu'à présent limitée à envisager un renforcement des capacités de ses partenaires locaux. Les services de renseignement américains continuent de considérer Boko Haram comme un groupe soucieux avant tout de répondre aux doléances de gens du nord du Nigeria, tout en encourageant le gouvernement d'Abuja à s'attaquer aux racines du mécontentement dans le nord du pays.

La perspective d'un appui américain plus important au gouvernement nigérian dans sa lutte antiterroriste est une question récurrente au sein du gouvernement des États-Unis⁴². Ainsi, en novembre 2011, un rapport de 28 pages⁴³ a été rédigé par la Chambre des représentants américaine dans le but d'examiner l'évolution de Boko Haram, son potentiel, ses objectifs et ses capacités à commettre des actes terroristes envers les États-Unis.

Alors que la zone sahélo-saharienne est devenue depuis 2007 un des fronts de la guerre contre le terrorisme consécutivement à la présence accrue d'AQMI, et que l'Afrique constitue désormais un enjeu majeur dans la stratégie américaine⁴⁴, la volonté de prévenir l'internationalisation de Boko Haram pourrait donc peser sur le futur du Nigéria.

9. Bibliographie

Nicolas Florquin et Eric G. Berman (sous la direction de), « *Armés mais désœuvrés, Groupes armés, armes légères et sécurité humaine dans la région de la CEDEAO* », Small Arms Survey (GRIP pour la traduction française), mars 2006, p. 339-347.

Shanaka Jayasekara et Lise Waldek, « *Boko Haram: The Evolution of Islamist Extremism in Nigeria* », dans « Asian Conflicts Reports », Council for Asian Transnational Threat Research, juillet-août 2011 ; <http://www.bipss.org.bd/pdf/ACR%20July-August.pdf>

« *Al-Qaïda et Boko Haram : même combat ?* », BBC, 6 août 2009 ; http://www.bbc.co.uk/french/highlights/story/2009/08/090806_nigeria_boko_haram.html

David Gartenstein-Ross, « Is Nigeria the Next Front in the War on Terror? » *Foreign Policy*, 3 juillet 2012, http://www.foreignpolicy.com/articles/2012/07/03/is_nigeria_the_next_front_in_the_war_on_terror

Marc-Antoine Pérouse de Montclos (propos recueillis par Gaëlle Le Roux), « Violences au Nigeria : "Ce n'est pas de fermeté dont il faut user, mais d'habileté" », *France 24*, 6 janvier 2012, <http://www.france24.com/fr/20120106-violences-nigeria-boko-haram-chretien-jos-attentats-terrorisme-analyse-perouse>

Jean Christophe Servant (propos recueillis par Assanatou Baldé, « La menace Boko Haram sert les intérêts de beaucoup de personnes », *Afrik.com*, 3 janvier 2012, <http://www.afrik.com/article24451.html>

IRIN, « Analysis: Carrot or stick? - Nigerians divided over Boko Haram », 16 juillet 2012, <http://www.irinnews.org/Report/95874/Analysis-Carrot-or-stick-Nigerians-divided-over-Boko-Haram>

42. D'après une déclaration du secrétaire d'État américain chargé des affaires africaines, Johnnie Carson, à l'issue de deux journées d'intenses discussions avec des responsables nigériens dans la capitale américaine.

43. US House of Representatives Committee on Homeland Security – Subcommittee on Counterterrorism and Intelligence, « Boko Haram : Emerging Threat to the US Homeland », 30 novembre 2011, 28 p.

44. « États-Unis : leur guerre secrète en Afrique », *Jeune Afrique*, 29 juin 2012, <http://www.jeuneafrique.com/Article/JA2685p010-012.xml0/usa-petrole-ethiopie-kenyatats-unis-leur-guerre-secrete-en-afrique.html>

J. Peter Pham, « Boko Haram's Evolving Threat », *Africa Center for Strategic Studies*, avril 2012, n° 20.

« Le Nigeria », dans Balencie, Jean-Marc & La Grange (de), Arnaud [2001], *Mondes rebelles. Guerres civiles et violences politiques*, Paris, Michalon, p. 721-749.

* * *



Avec le soutien du

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères

Direction de la coopération
au développement

Laetitia Tran Ngoc est chercheure-stagiaire au GRIP. Titulaire d'un Master en Relations internationales « Paix, sécurité, conflits » (Université libre de Bruxelles), ses travaux au GRIP portent sur la situation sécuritaire en Afrique occidentale.

Le **Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP)**, créé en 1979, est un centre de recherche indépendant reconnu comme organisation d'éducation permanente par le Ministère de la Communauté française de Belgique. Le GRIP a pour objectif d'éclairer citoyens et décideurs sur les problèmes souvent complexes de défense et de sécurité, et souhaite ainsi contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr en soutenant les initiatives en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements. Le GRIP est composé d'une équipe de 22 collaborateurs permanents, dont 14 chercheurs universitaires, ainsi que de nombreux chercheurs-associés en Belgique et à l'étranger. < www.grip.org >